

Des jeunes utilisant les installations informatiques au Museo de los Niños, San José, Costa Rica

Le Programme Glyn Berry d'Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI) a attribué plus de I million de dollars en aide financière aux Amériques à partir de ses fonds de soutien à la démocratie. Une partie de cette somme sert à financer le développement d'une société civile forte et dynamique, de médias libres et transparents, et de réseaux de recherche qui se penchent sur des questions relatives à la démocratie dans la région. Par exemple, en mars 2008, le Canada a aidé l'OEA à organiser une réunion extraordinaire du Conseil permanent avec des représentants de la société civile afin d'examiner la contribution des organisations de la société civile au renforcement de la culture démocratique dans l'hémisphère.

De même, le Canada a appuyé la création du premier réseau de défenseurs de la société civile en Amérique latine, lequel possède de larges assises. Celui-ci offre à plus de 90 organisations de la société civile un espace où échanger des pratiques

exemplaires et définir des stratégies de défense de la société civile dans la région, et il fait mieux connaître à la communauté internationale les défis que rencontre la société civile. Le Canada a aussi soutenu la formation de l'Andean Democracy Research Network, un réseau de recherche qui produit en temps opportun des évaluations de la démocratie dans la région andine qui sont impartiales et de qualité. Le réseau offre aussi une tribune où analyser et débattre des façons de renforcer la mise en œuvre de la Charte démocratique interaméricaine.

Un autre exemple concerne l'appui du Canada au Centre Carter, qui a animé une série d'ateliers avec des journalistes et des professionnels des médias où il a été question de la polarisation politique dans les médias vénézuéliens. Avec l'aide du Canada, le Centre Carter encourage les gouvernements à mettre en œuvre la Charte démocratique interaméricaine et à aider des groupes de citoyens et d'autres acteurs nationaux à travailler

dans le respect des principes de la Charte, afin de s'attaquer aux causes profondes de ce qui pourrait mener éventuellement à des crises démocratiques.

Mettre en place des institutions transparentes et responsables en Haïti

Le Canada a conscience que les institutions sont le ciment de la gouvernance démocratique. C'est pourquoi il collabore avec Haïti pour transformer la police, la justice et le système carcéral en institutions professionnelles et responsables. En partenariat avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service correctionnel du Canada (SCC), le MAECI facilite le déploiement de policiers et d'agents correctionnels auprès de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), afin qu'ils fournissent des conseils pratiques qui mèneront à la réforme du secteur de la sécurité.